

Déclaration de la CNAS-Faso Hèrè relative au document de synthèse présenté aux pourparlers d'Alger sur la crise du Nord.

Le Bureau Politique National de la CNAS-Faso Hèrè (Convention Nationale pour une Afrique Solidaire) rejette sans réserve le document de synthèse mis sur la table des pourparlers d'Alger.

C'est l'occasion pour la CNAS-Faso Hèrè de rappeler au Peuple malien et aux partenaires extérieurs du Mali qu'elle a toujours dénoncé le double langage des pouvoirs publics.

En effet, tout en clamant partout son attachement au caractère républicain et laïc de l'État ainsi qu'au respect de l'intégrité territoriale de notre pays, le Gouvernement malien se dit satisfait d'un document de synthèse qui, outre les nombreuses contradictions et incohérences qui le caractérisent :

1- Est sous-tendu par une analyse erronée des causes profondes, lointaines ou présentes, de la rébellion armée au Nord du Mali.

En effet, le document de synthèse :

- a) met généreusement et naïvement toute la responsabilité de la crise sur le seul dos de l'État malien, ignorant ainsi l'impact négatif des différentes rébellions successives comme facteur entravant le développement des régions nord du Mali ;
- b) occulte la responsabilité de la persistance de l'esclavagisme, du féodalisme et du racisme parmi les causes profondes des troubles successifs dont le Mali est victime dans son septentrion ;
- c) occulte le rôle négatif des soutiens extérieurs africains et non-africains aux rebellions armées et aux attaques terroristes largement inspirées par l'attrait des ressources naturelles ou des jeux géostratégiques visant à entraver l'émergence du Mali en tant que puissance africaine ;
- d) ne propose aucune solution pour éradiquer le féodalisme ainsi que l'esclavagisme en vue d'apporter des réponses crédibles et durables à la soif d'émancipation de la jeunesse et de nos sœurs Touareg étouffées par les tentacules d'un clan féodalo-narco-terroriste ;
- e) accrédite abusivement la position fallacieuse de certains parrains occidentaux de la rébellion tendant à faire croire qu'il existerait un "problème Touareg "au Mali, alors même que la grande majorité de nos frères et sœurs Touareg reste fidèle à la République du Mali, à son intégrité territoriale et à son unité nationale ;

2- Viole la Constitution de la République du Mali ;

3- Constitue une attaque frontale contre la République, l'égalité des citoyens

devant la loi, le service public et la justice, ainsi que contre la laïcité de l'État et la démocratie ;

4- Encourage l'immixtion des leaders religieux dans le champ institutionnel politique alors même que cette immixtion rampante depuis la fin des années 1990 est l'une des causes fondamentales de la crise multidimensionnelle dont souffre le Mali ;

5- Prétend faire marche arrière à la roue de l'Histoire par la remise en selle de soit disant autorités traditionnelles pourtant largement discréditées parce que d'essence féodale et créées ou léguées par des vagues successives d'envahisseurs étrangers ou la colonisation, tous régimes d'oppression et d'exploitation qu'elles ont servilement servis ;

6- Légitime les groupes séparatistes armés et terroristes ainsi que la rébellion en violation des lois en vigueur et cautionne la partition de fait du pays et le retrait de l'Armée Nationale d'une bonne partie du Nord.

7- Viole les règles de la discipline et de la justice militaires ;

8- Par le biais d'expérimentations hasardeuses, inutilement coûteuses et historiquement rétrogrades, hypothèque lourdement l'unité nationale en semant les germes d'une approche ethniciste et régionaliste de la gestion des affaires publiques et de l'accès aux emplois publics et aux fonctions politiques en contradiction avec le principe d'égalité des chances pour tous les citoyens ;

9- Viole les résolutions pertinentes du Conseil de Sécurité, notamment la résolution 2100 ;

10- Fragilise et discrédite davantage l'État central au moment précis où les défis présents et à venir auxquels notre Peuple est confronté exigent plutôt une autorité centrale forte, tournée vers l'avenir, capable d'impulser le développement durable et harmonieux sur l'ensemble du territoire national, d'endiguer les forces centrifuges et de révolutionner les structures féodales.

11- Consacre la mise de la République du Mali sous tutelle de l'Algérie, pays par lequel a transité la colonne du Colonel Najim en provenance de la Libye et en route pour la déstabilisation du Septentrion malien.

12- Dénote un manque total de perspective historique - rétrospective ou prospective – sur les tenants et aboutissants de la rébellion armée déclenchée en 2012.

Le Bureau Politique National de la CNAS-Faso Hère réaffirme son attachement au

raffermissement d'un partenariat économique et militaire gagnant – gagnant avec la France, lequel est incompatible avec toute idéologie inspirée de la France-Afrique. La CNAS-Faso Hèrè salue la solidarité historique entre le Peuple français et le Peuple malien. Au nom précisément de cette solidarité agissante, le Bureau Politique National demande instamment au Président François Hollande et à ses ministres de cesser de lancer des ultimatums au Mali concernant, hier le calendrier des élections, et aujourd'hui la finalisation de quelque Accord que ce soit relatif au Nord.

Rappelant que le devoir premier du Président de la République est de défendre la Constitution, le Bureau Politique National de la CNAS-Faso Hèrè tient à prendre le Peuple malien tout entier à témoin de l'acte de forfaiture et de haute trahison que constituerait la signature de tout Accord basé sur l'ossature inchangée dudit "pré-Accord".

Face à ces développements porteurs de gros dangers pour l'avenir démocratique et républicain de l'État malien, le Bureau Politique National de la CNAS-Faso Hèrè lance un appel pressant à la mobilisation générale de toutes les forces patriotiques, progressistes, démocratiques et républicaines ainsi qu'à la vigilance des pays frères et amis pour faire échec au plan diabolique visant à détruire le Mali en tant que République démocratique, laïque et unitaire.

Fait à Bamako, le 31 octobre 2014
Pour le Bureau Politique National
Le Secrétaire Général

L'Ingénieur Soumana Tangara